

**En Pologne : La « Deuxième Révolution » en marche (pages 4-5)****LACOSTE DÉFEND SES TORTIONNAIRES (PAGE 6)****RÉUNION PUBLIQUE**Vendredi 9 Novembre  
**A LA MUTUALITE**  
*Retenez cette date*

# LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

**PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE****LE SOUTIEN DE GUY MOLLET ENTRAVE****L'ACTION DES TRAVAILLEURS**

UNE étrange union sacrée s'est établie autour du gouvernement Mollet. Autour d'un gouvernement qui, au fond, ne satisfait réellement personne.

Toute la presse se retrouve en cette rentrée parlementaire pour déclarer que ce gouvernement doit demeurer en place. La sollicitude dont la droite réactionnaire entoure ce ministère à prédominance socialiste est vraiment touchante. L'âme de ces gens, en bons patrons de combat, n'est pas des plus désintéressées, et cela devrait bien faire réfléchir un peu les dirigeants de la S.F.I.O. L'attitude de la réaction répond à un souci d'auto-défense. Les élections du 2 janvier lui ont servi d'avertissement. Elle a pris acte de la puissance des masses prêtes à livrer combat et elle a choisi de jouer sur la division des partis ouvriers pour parer le danger.

L'éditorialiste du « Figaro » a parfaitement résumé la position actuelle des partis bourgeois :

« Si l'on analyse à travers les discours et les déclarations récentes, les réactions de ce qu'il est convenu d'appeler l'« opposition nationale », on y découvre certes des critiques à l'égard du gouvernement, aussi des exhortations à la fermeté, mais pas le moindre désir de se substituer à lui pour résoudre les problèmes de l'heure.

Quel homme politique, quel groupe, des modérés au M.R.P., s'aventurerait de rejeter la S.F.I.O. dans l'opposition... Ce serait pure folie. »

Cette prudence de la bourgeoisie, on remarquera qu'elle s'étend jusqu'au mouvement Poujade. Les députés poujadistes se sont rapidement calmés et sont entrés dans le jeu général « du cirque » ; ils se sont faits petits. Le tour de France de Poujade devait préparer la montée sur Paris d'un demi-million d'hommes en octobre et les Etats généraux. La marche sur la capitale et toute la mise en scène ont été remises sine die. On a fait comprendre à Poujade qu'il ne devait pas commettre d'impair. Tout ce qui pourrait ressouder le Front unique ouvrier doit être évité.

Il faut bien dire que la droite est payée de retour. Guy Mollet s'attache à ne pas décevoir la confiance qui a été placée en lui. Il a si bien fait les choses qu'il s'est mis au ban de l'Internationale socialiste qui ne passe pourtant pas pour un groupement sectaire. Un journaliste de la Radiodiffusion nationale, qui a récemment interviewé un député travailliste s'est vu rappelé à l'ordre sans ménagements par Guy Mollet qui se sent plus proche du conservateur Eden et du chancelier Adenauer que de ses camarades socialistes britanniques et allemands.

Dans la question du Suez, Mollet-Pineau sont à l'avant-garde de la réaction mondiale. Il n'y a pas plus belliciste qu'eux. Ils déclarent allègrement la guerre aux peuples arabes du Moyen Orient.

Dans la question algérienne il apparaît que Mollet-Lacoste se tiennent en arrière des leaders radicaux et M.R.P., du maréchal Juin et d'Antoine Pinay qui sont devenus conscients que la guerre d'Algérie est trop ruineuse pour le capitalisme français et qu'elle n'offre aucune issue par surcroît. Qu'elle est aussi une menace constante pour l'équilibre précaire qui s'est établi en Tunisie et au Maroc. Sans doute est-ce parce qu'il s'est laissé prendre dans le piège algérien que Guy Mollet affiche la plus grande carence sur ce problème et qu'il éprouve plus de difficultés que tout autre à opérer le rétablissement.

Sa politique algérienne conditionne la politique réactionnaire de son gouvernement sur tous les plans. Elle le condamne à persévérer dans cette voie en accentuant sa politique anti-ouvrière.

Le bilan de ce gouvernement n'a pas besoin d'être développé lon-

guement, il est élatant aux yeux de la majorité des travailleurs. On le ressent trop directement dans les conditions de vie qui empirent et dans tout le climat malsain que l'on respire.

La question qui préoccupe chacun est plutôt de savoir comment lever cette hypothèque? Comment sortir de la passivité et renverser la vapeur?

La manœuvre de la réaction qui utilise Guy Mollet n'a rien de géniale. Elle n'a d'effet que dans la mesure où les dirigeants de la

Robert LEBLOND.

(Suite en dernière page.)

**PARTIE DE CHASSE  
ET INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE**

Tito et Khrouchtchev sont allés prendre quelques jours de vacances ensemble et chasser le gibier en Crimée. Si c'était vrai, il n'y aurait rien à redire. Mais tout le monde sait que la vérité est autre : des divergences existent au sein de la direction soviétique et avec la direction yougoslave. Sous le prétexte de vacances, ces hommes se réclamant de Lénine et qui, pour bien des travailleurs, sont des dirigeants ouvriers, ont discuté de questions intéressantes au premier chef les masses laborieuses.

Il ne s'agissait pas de questions diplomatiques ou militaires, Tito se refusant d'appartenir à un quelconque bloc d'Etats et de tels problèmes n'auraient pas entraîné une telle précipitation. Il s'agissait de rapports entre Partis communistes et de rapports entre Etats ouvriers, plus précisément des rapports entre des pays de l'Europe orientale et l'Union soviétique. De toute façon, on sait depuis la publication du rapport Khrouchtchev au moins que les chancelleries des Etats capitalistes ne sont pas sans finir par savoir ce qui se dit dans de telles rencontres secrètes ou à huis clos.

Dirigeants soviétiques et yougoslaves se réclament aujourd'hui du « retour à Lénine ». Du temps de Lénine, quand il y avait des divergences entre dirigeants communis-

tes, celles-ci étaient exposées publiquement, soumises à la discussion des partis communistes, des congrès étaient convoqués où les débats portés à la connaissance des travailleurs étaient souvent fort âpres.

Retour à Lénine? Les dirigeants qui chargent Staline après l'avoir encensé pendant des années et avoir participé à tous les crimes que l'Histoire enregistrera de son nom, ces dirigeants ouvriers ne font en réalité que singer les mœurs des capitalistes et de leurs hommes politiques qui traitent de leurs affaires en petit comité, à l'abri des oreilles indiscrettes, dans des diners d'affaires, des parties de chasse, des soirées, etc...

Une fois les décisions prises, on s'occupera de les présenter de la façon la plus acceptable; on trouvera des Comités centraux pour les voter à l'unanimité. Après quoi, les masses n'auront plus qu'à louer la sagesse de la « direction collective ».

De ce point de vue, la direction du P.C.F. est exemplaire entre toutes, et Souslov ne manquera pas de célébrer les mérites de Thorez, incapable d'être ébranlé dans sa dévotion à la bureaucratie. Les dirigeants du P.C.F. ne manquent pas de marquer l'opposition entre le Par-

Pierre FRANK.

(Suite en dernière page.)

# DÉSASTREUSE RENTRÉE des CLASSES

La rentrée des classes cette année est la plus désastreuse que l'on ait jamais vue:

- Classes surchargées.
- Travaux nulle part terminés, parfois non commencés.
- Généralisation des classes dans les préaux (souvent plusieurs classes par préau).
- Manque de personnel enseignant.
- Nombreux arrêts d'inscription, surtout les écoles maternelles surpeuplées et dans les classes enfantines.
- Cours de récréation bondées, véritables sources permanentes d'accidents pour les enfants.

Plusieurs écoles parisiennes sont déclarées vétustes depuis 1910!... Dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de nombreux parents ont pendant plusieurs jours boycotté les classes-wagons, demandant que leurs enfants fréquentent une école véritable.

Les travaux prévus sont toujours des solutions de pis-aller (abaisssement de plafonds, cloisonnements des préaux, réfectoires, utilisation des bureaux de directeurs, d'infirmerie, de la cour, etc.) et même cela l'administration n'estime pas toujours utile de l'entreprendre.

Quelle différence avec la rentrée 1955 qui eut lieu sous le gouvernement Edgar Faure? Aucune; en 1955: les crédits nécessaires à l'école publique servent à financer l'école confessionnelle libre et la guerre d'Algérie, appelée « opération de police »; en 1956: les crédits nécessaires à l'école publique sont destinés à l'école confessionnelle libre et à la guerre d'Algérie appelée « opération de pacification ». Rien qu'un peu plus d'hypocrisie au service de la même politique colonialiste.

Devant cette trahison des dirigeants socialistes, que fait le Syndicat National des Instituteurs? Rien! Tout juste une démarche, fort courtoise d'ailleurs, auprès du préfet pour affirmer que « les travaux ne semblent pas avoir été poursuivis pendant cette période de vacances scolaires avec la célérité désirable... »

Que dit l'organe du S.N.I., « l'Ecole Libératrice »? « Il n'est au pouvoir de personne de combler le lourd handicap creusé par des années d'impécuniosité voulue ». Car probablement, sous le gouvernement Mollet, l'impécuniosité à l'égard de l'Ecole n'est pas voulue, pas plus que la guerre contre le peuple algérien... A propos pas un mot dans le dernier numéro de l'« Ecole Libératrice » sur l'action du S.N.I. contre la guerre d'Algérie et pour la libération des rappelés et des maintenus, parmi lesquels on compte pas mal d'instituteurs. *Correspondant.*

# Nouvelle inculpation contre « La Vérité des Travailleurs »

**C**ONVOQUE par la police, notre gérant a été informé d'une nouvelle poursuite contre « La Vérité des Travailleurs ». Il s'agit, cette fois, d'une plainte déposée contre nous par le Ministre de l'Intérieur et ayant trait à notre numéro du mois de mai. Le texte incriminé en premier lieu n'est pas, chose curieuse, un article provenant de notre rédaction: c'est la résolution adoptée par 800 Suresnois à l'issue de l'excellent meeting du 4 mai dernier. Cette résolution a été reproduite, sauf erreur, par plusieurs journaux. Elle exigeait, entre autres, la libération des militants de notre parti emprisonnés à l'époque.

Le Ministre de l'Intérieur s'en prend à cette résolution parce que les 800 Suresnois ont protesté contre « les humiliations et les brutalités policières infligées aux travailleurs algériens travaillant en France ». Il s'en prend au même numéro de notre journal pour l'article d'un correspondant relatant une manifestation de rue à Châtillon contre l'envoi du contingent en Algérie et les charges de la police qui l'accompagnent.

Le Ministre tient à défendre l'honneur et la réputation de ses subordonnés. On le comprend. Il a donc porté plainte « pour injure et diffamation envers l'administration publique de la Police et le corps des gardiens de la paix de la Préfecture de Police ». Voilà très exactement le motif de notre inculpation.

A l'heure où de toutes parts ont été apportés les preuves des tortures toujours en usage dans les locaux de la police en Algérie qui relève du même Ministre, cette plainte prête à sourire au premier abord. Il ne nous sera pas difficile de produire maints témoignages à commencer par les photos parues dans la presse qui donnent une

image irrécusable de la douceur des mœurs policières dans la Métropole.

Mais la futilité même de cette plainte est démonstrative d'un fait beaucoup plus grave qui ne se prête à aucune ironie: c'est la volonté bien arrêtée de ce gouvernement de s'en prendre systématiquement aux courants révolutionnaires inflexibles, de les brimer sans trêve, de limiter leur expression, de porter atteinte aux libertés démocratiques.

Poursuites multipliées, saisies de journaux, emprisonnements: c'est pour l'instant une petite guerre d'usure. Mais on aurait tort de prendre cela à la légère et l'on se prépare à de sombres lendemains si l'action énergique de toutes les forces ouvrières pour le respect des libertés démocratiques se fait attendre.

## LA VERITE DES TRAVAILLEURS

### PERMANENCE

64, rue de Richelieu

PARIS (2<sup>e</sup>)

RIC. 03-52 et la suite

Métro: Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.

le samedi, tout l'après-midi

## Garestier libéré

Les consignes de silence qui ont accompagné l'arrestation des militants de la Fédération Communiste Libertaire Mulot et Garestier, commencent à être transcendées grâce à la riposte courageuse de ces militants. Ces camarades en sont à leur troisième mois de séjour à Fresnes Ils sont en outre, comme tous les militants ouvriers emprisonnés, assimilés scandaleusement au régime du droit commun. On leur refuse obstinément le régime politique auquel ils ont droit.

Leurs réclamations demeurant sans résultat et leur détention se prolongeant, Yves Garestier a résolu courageusement d'entamer la grève de la faim pour obtenir satisfaction. La Fédération des Travailleurs du Livre et le Syndicat des Correcteurs auquel appartient Garestier se sont émus de cette situation. Cette protestation a, enfin, paru dans les colonnes de la grande presse. « L'Humanité » garde le silence sur cette affaire. Comment, du reste, demander au P.C.F. de prendre la défense de ces militants ouvriers, quand il n'entreprend même pas une action conséquente pour la libération de ses propres membres qui, au nombre d'une vingtaine, sont emprisonnés depuis près de cinq mois.

Au moment de terminer cet article, nous apprenons qu'Yves Garestier a été mis en liberté provisoire. Le Gouvernement a reculé au 23<sup>e</sup> jour de la grève de la faim du courageux militant. Nous saluons sa libération et son attitude exemplaire. D'autres militants restent emprisonnés auxquels on refuse toujours le régime politique.

## ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »

bi-mensuelle

— 6 mois: 12 numéros . . . . . 300 fr.

— 1 an: 24 numéros . . . . . 600 fr.

— Sous pli fermé, respectivement . . . . . 600 et 1.200 fr.

Réglez par mandat:

C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2<sup>e</sup>.

# LA VIE DU PARTI

## Réunion du Comité Central

Le Comité Central de notre Parti s'est réuni. A son ordre du jour figuraient:

1<sup>o</sup> Rapport sur la situation internationale créée par la crise de Suez.

2<sup>o</sup> Rapport sur l'activité du Parti.

3<sup>o</sup> La préparation du XII<sup>e</sup> Congrès du Parti: A) Discussion du projet de résolution politique. B) La date, l'ordre du jour et les modalités de la préparation du Congrès.

Le rapport et la discussion sur la situation internationale ont permis de préciser les perspectives définies par nous au cours de ces dernières années. La discussion a précisé également le caractère du régime de Nasser et a relevé le renforcement des positions américaines au Moyen Orient aux dépens des impérialismes français et britannique.

Le C.C. a fait le point de l'activité du Parti. Il en ressort un bilan très positif dans la plupart des domaines:

Le journal est passé à la parution bi-mensuelle et a augmenté le nombre de ses lecteurs et de ses abonnés; l'élargissement de notre cercle de sympathisants permet d'entrevoir un recrutement continu pour le Parti; de nouveaux contacts ont été pris en province où l'on peut prévoir la création de nouvelles cellules.

Le B. P. est chargé de définir les tâches du Parti pour la prochaine période. L'effort du Parti devra porter essentiellement sur le journal et le recrutement.

Le projet de résolution politique pour le Congrès a fait l'objet d'une longue discussion. Le texte amendé et élargi sera distribué aux camarades dans le courant octobre.

La date du Congrès a été fixée. Plusieurs bulletins intérieurs permettront à la fois d'approfondir certaines questions et de faire connaître les critiques, avis divergents ou les compléments apportés par les camarades du Parti aux projets de textes.

## Cercle d'études marxistes

La première séance du Cercle a eu lieu le 5 octobre. Le cours a porté sur les éléments constitutifs du marxisme et sur le matérialisme historique. Les prochains cours traiteront encore de la philosophie marxiste, puis seront suivis de cycles sur l'économie politique, sur l'histoire du mouvement ouvrier et sur la stratégie du parti révolutionnaire.

Rappelons que les cours ont lieu tous les vendredis soir, à 20 h. 30 aux Sociétés Savantes, rue Danton, salle 10. Tous les lecteurs du journal y sont cordialement invités.

## SOUSCRIPTION

Soutien de « La Vérité des Travailleurs »	
Moreau . . . . .	Fr. 1.000
Vald . . . . .	2.000
Ren . . . . .	1.200
Dor . . . . .	500
Fred. . . . .	1.000
Picard . . . . .	1.200
Un groupe de lecteurs belges:	
Un typo . . . . .	320
Un métallurgiste . . . . .	80
Un manœuvre-maçon . . . . .	240
Un mineur . . . . .	160
Un employé . . . . .	160
Un pensionné cheminot . . . . .	160
Un pensionné mineur . . . . .	160
Un chiffonnier . . . . .	160
Aimé . . . . .	400
<b>Total . . . . .</b>	<b>Fr. 9.700</b>
<b>Total précédent . . . . .</b>	<b>Fr. 42.750</b>
<b>Total général . . . . .</b>	<b>Fr. 52.450</b>

# Déplacement à gauche du mouvement ouvrier britannique

LES deux récents Congrès — celui des Trade-Unions et celui du Labour Party — ont fortement indiqué le déplacement à gauche qui s'est effectué dans le mouvement ouvrier britannique, mouvement qui présage d'importants développements dans la situation politique générale en Grande-Bretagne.

L'opération s'est faite d'une manière paradoxale, typiquement britannique. Pendant les années précédentes, le Labour Party avait vécu des luttes intestines très sérieuses. Une gauche dont Aneurin Bevan était le porte-parole le plus écouté, s'attaquait à la direction en place qu'elle accusait d'être timorée, de coopérer avec les conservateurs... L'aile droite du Labour Party était constituée essentiellement par la bureaucratie syndicale et son porte-parole le plus tonitruant et le plus franc était Deakin, secrétaire du Syndicat des Transports, groupant environ un million de membres. Ce Deakin disait ouvertement au Congrès du Labour Party, quand il soulevait des oppositions : « C'est moi qui paye, vous m'écoutez ».

L'an dernier, la lutte semblait se terminer par une victoire de l'aile droite. Quand Attlee se déclara trop âgé pour rester à la direction du Labour Party, c'est un député classé à l'aile droite qui fut désigné pour le remplacer. On ne peut pas oublier que ce sont les attaques de Gaitskell, chancelier de l'Echiquier, contre le service de santé qui avaient provoqué le départ de Bevan du gouvernement travailliste et ouvert la lutte de tendances.

Quand Gaitskell fut élu, on pouvait craindre que, contrairement à Attlee qui avait adopté une position moyenne pour maintenir l'unité du parti, le nouveau chef du parti adopte délibérément une politique scissionniste. Mais, quelles qu'aient pu être ses intentions, il dut tenir compte de changements qui s'opéraient dans toute la classe ouvrière britannique. La montée des prix, le danger de chômage apparaissant avec l'automatisation radicalisaient les ouvriers.

Or, il n'y eut pas de lutte de tendances dans le mouvement syndical, Deakin mourait il y a un peu plus d'un an; son successeur allait rapidement suivre le même chemin. A la tête du Syndicat des Transports — dans l'immeuble duquel se trouve le siège du Labour Party — était porté un fonctionnaire syndical plus jeune, Frank Cousins. Au récent Congrès des Syndicats, où pour la première fois il parlait en tant que dirigeant du plus fort syndicat anglais, F. Cousins adopta une position gauche par rapport à la vieille équipe de dirigeants dont Deakin avait été le porte-parole. Evidemment, Cousins n'alla pas trop loin à gauche, il se garda d'une rupture ouverte avec la vieille direction, mais il affirma la nécessité d'une orientation syndicale plus liée au Labour Party et en bataille contre les conservateurs. Le glissement dans les syndicats s'opérait bureaucratiquement, mais c'était un glissement à gauche incontestable.

Quand Bevan commença sa lutte voici quelques années, il rencontra un rapide succès dans les sections politiques du Labour Party, mais se heurta à un barrage catégorique de l'appareil syndical. Celui-ci exigea même, à un moment donné, l'exclusion de Bevan, d'aujourd'hui.

quand celui-ci attaqua violemment cet appareil. On a dit à tort que la gauche n'avait pas de base parmi les travailleurs, que le mouvement Bevan était surtout une tendance d'intellectuels groupés autour du journal « Tribune ». Bevan menait une lutte pour une politique plus militante, mais sous une forme parlementaire; il n'a jamais cherché à organiser une tendance, il faisait appel à des votes pour les Congrès. Une telle tactique était inefficace dans le mouvement syndical, bureaucratisé à l'extrême, aussi longtemps que l'appareil syndical ne se trouvait pas ébranlé par de profondes transformations dans les masses.

Du jour où une partie de cet appareil commençait à bouger, les chances de Bevan grandissaient. Depuis trois ans, il se trouvait hors de la direction du Labour Party parce qu'il présentait sa candidature au poste de trésorier du parti, le poste-clef après celui de leader du groupe parlementaire et du parti, et qu'il était régulièrement battu par les votes massifs des syndicats. Cette année, une partie des syndicats votait pour lui et il était élu contre le candidat de l'aile droite. Encore ne faisait-il pas le plein des voix, le Syndicat des Transports ayant décidé de voter pour le candidat de droite avant que fut opérée la venue à la direction de Cousins, et le Syndicat des Métallurgistes ayant voté pour son propre secrétaire.

On dira que Bevan au cours des derniers mois a fait le mort, que dans la question de Suez il a été assez proche de Gaitskell, et que de ce fait son élection au poste de trésorier perd de sa signification politique. Mais ce serait à juger en fonction de critères abstraits. Bevan est un parlementaire social-démocrate, il subit la pression des masses, s'y adapte partiellement, ce n'est pas un révolutionnaire. Les votes qui se sont produits dans le Labour Party ne peuvent être considérés comme une approbation de sa conduite dans les derniers mois, mais prennent leur signification par rapport à ce que Bevan a symbolisé depuis plusieurs années, c'est-à-dire la volonté d'une politique plus militante, d'une politique qui aille plus loin que ce qui a été fait par les gouvernements travaillistes de l'après-guerre, une politique qui ne cède pas au chantage des capitalistes et de leurs amis conservateurs.

C'est vers une nouvelle accession au pouvoir du Labour Party que se dirige la Grande-Bretagne. Les hommes qui dirigent le Labour Party ne sont pas autre chose que des réformistes. Mais la situation de la Grande-Bretagne n'a fait que se détériorer depuis la fin de la guerre; les masses travailleuses veulent des mesures énergiques contre le capitalisme. Les noms de Cousins et de Bevan marquent une nouvelle étape du mouvement ouvrier anglais, une étape qui ne s'arrêtera pas à ces deux noms et à leurs positions.

W. CARPER.

## CRISE DANS LES P. C. DES ETATS CAPITALISTES

### LE CONGRES DU P.C. ITALIEN SE PREPARE

Le dernier Comité Central du P. C. italien, qui a adopté les thèses en vue du prochain Congrès du parti qui se tiendra en décembre (thèses non encore publiées) semble avoir consacré la victoire d'un centre gauche représenté par Togliatti lui-même au détriment de la droite ouvertement révisionniste qui paraissait gagner du terrain depuis le XX<sup>e</sup> Congrès du P.C. russe.

Des attributions importantes, surtout dans le domaine organisationnel, furent données à « la gauche » représentée par L. Longo, tandis que Togliatti, soucieux de retrouver l'oreille des militants ouvriers communistes de la base, accentua la phraséologie « léniniste » pour mieux camoufler l'essence opportuniste de ses discours et écrits.

### LUTTE DE FRACTION DANS LE P.C. AMERICAIN

Le Comité Central du P.C. Américain a adopté le projet de résolution présenté au prochain Congrès en février 1957. Cette résolution préconise l'« américanisation » du parti, la « fidélité à la Constitution » et « la voie parlementaire au socialisme » y compris dans le cas des Etats-Unis.

William Foster, président du parti, a déclaré qu'il se prononçait contre cette résolution.

Dans un article des « affaires politiques », organe théorique du P.C. Américain, il dénonce la ligne « Browderiste » adoptée par le parti et défendu actuellement par son organe, le « Daily Worker ». Foster considère que cette ligne conduit à la liquidation du parti en tant qu'organisation basée sur le marxisme-léninisme.

Selon lui le parti devrait se préparer pour une intense lutte politique contre le puissant impérialisme américain militant et pillard. Il s'insurge contre la sous-estimation du danger de guerre que représente toujours cet impérialisme et la tendance de considérer désormais la « thèse de Lénine sur l'inévitabilité des guerres sous l'impérialisme » comme périmée.

Il attaque Eugène Dennis, secrétaire général du parti pour avoir omis de souligner dans le projet de résolution que « les Etats-Unis ont poursuivi une politique de guerre qui vise à la domination du monde ».

Foster dénonce la « puissante tendance droitiste » qui s'est manifestée dans le parti et le danger de voir ce dernier abandonner les « principes fondamentaux ». Il réclame la révision du projet de résolution avant sa présentation au Congrès.

### L'OPPOSITION EN GRANDE-BRETAGNE

Nous avons signalé dans un numéro précédent que le choc produit par le rapport Khrouchtchev sur les communistes anglais avait été si fort, le besoin de s'exprimer si intense, que deux militants, les universitaires E. P. Thompson et J. Saville, avaient lancé un bulletin de discussion « The Reasoner » (le raisonneur).

Ce journal avait rencontré un écho parmi les communistes britanniques. Il reçut plus de 300 lettres de la part de membres du parti, en majorité des lettres d'approbation. Un des caricaturistes du « Daily Worker », Gabriel, apporta sa contribution au second numéro de cette publication.

La Direction du P.C. est intervenue contre cette publication. Thompson et Saville ont lutté devant leur Comité régional et même devant le Bureau Politique contre l'interdiction qui leur était faite de poursuivre la publication du « Reasoner ». Finalement, ils viennent de s'incliner devant la décision pour ne pas être exclu du Parti.

Globalement leur effort a donc échoué. Cependant, on ne doit pas oublier qu'il s'agit de la première bataille dans ce Parti et que ce ne sera pas la dernière. La Direction du P.C. britannique n'a même pas osé les exclure purement et simplement comme ç'eût été autrefois le cas, comme ce serait le cas dans d'autres Partis communistes — par exemple en France. Les événements amèneront encore des membres du P.C. à briser le cadre bureaucratique, à s'exprimer sur les problèmes fondamentaux de la politique révolutionnaire. La fin du « Reasoner » est un « échec » qui prépare les victoires de demain.

## La diplomatie secrète s'est emparée du canal de Suez

L'AFFAIRE de Suez est maintenant devant le Conseil de sécurité des Nations Unies. Après l'exposé public des parties, la discussion se poursuivra à huis clos. Autrement dit on entrera dans une phase de négociation. Celle-ci, avons-nous écrit dès le premier jour, sera longue et pleine d'embûches, sans exclure le péril de guerre. Seuls des imbéciles, n'ayant aucune idée de l'importance du Moyen-Orient dans la situation internationale et des forces profondes qui travaillent le monde, peuvent penser que Washington et Moscou sont libres d'établir de nouveaux « Yalta ». Les intermédiaires, les partisans d'un accord ne manquent certainement pas. Mais ce qui est vraiment limité, c'est la base pour asseoir de nouveaux compromis.

Les ministres de France et de Grande-Bretagne ont réitéré leur exigence d'une « gestion internationale » du canal, sous prétexte de défense des intérêts des usagers. Ce qu'ils veulent donc, c'est une nouvelle Compagnie qui, comme la précédente, soit l'expression de l'impérialisme mondial. Les Etats-Unis appuient cette proposition, car ils ne désirent que remplacer l'ancienne

Compagnie par une nouvelle dans laquelle ils auront une présence très effective.

L'Egypte se déclare prête à négocier et à tenir compte des intérêts des usagers (il n'y a aucune raison d'en douter, la bourgeoisie égyptienne désirant s'entendre avec les clients du canal), mais le gouvernement actuel ne peut, sans risquer de soulever le peuple égyptien, laisser se perpétuer les manifestations trop provocantes de l'impérialisme.

Nasser joue à présent sur la rivalité de l'Est et de l'Ouest. C'est précisément parce qu'il a poussé ce jeu assez loin que l'impérialisme américain a au fond décidé de le renverser. Mais Washington sait que cette opération ne peut être obtenue du jour au lendemain par une opération brutale, comme le pensaient les impérialistes anglais et français. Foster Dulles a entrepris une opération de longue haleine, dans laquelle il commence par tromper le monde en prenant figure de modérateur, de pacificateur, d'homme de bonne volonté décidé à retirer l'affaire du plan politique pour ne la voir que sur un plan technique.

L'affaire de Suez va être discutée à huis clos. Elle ne manquera pas de revenir au grand jour.

# LA « DEUXIÈME RÉVOLUTION » EN

« 1945 fut notre première révolution, me dit un dirigeant communiste polonais en présence de certains de ses collègues; voici notre seconde révolution et nous croyons cette fois qu'elle ira bien ».

(Crossman, *New Statesman and Nation*, 5 mai 1956.)

## LE RÔLE DU PARLEMENT, LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

Le Parlement polonais doit être élu le 16 décembre prochain. A ce sujet des discussions se sont déclenchées sur le rôle des députés, le mode d'élection.

On sait que déjà des députés avaient critiqué des ministres et des mesures prises par le gouvernement. Mais les choses tendent à aller encore plus loin.

Un débat s'est engagé en fait sur la question de la suprématie du parti dirigeant lui-même. Dans « Nowa Kultura », le professeur Ehrlich reconnaît que le parti n'est pas une « autorité » et qu'il ne doit pas disposer de l'appareil répressif de l'Etat. S'il désire que ses directives deviennent des lois, il doit employer ses députés à persuader le Seim de voter les lois qu'il désire. Il ajoute qu'étendre les pouvoirs du Seim (Parlement) « ne nuira en aucune façon au rôle dirigeant du parti ». Il a été contredit par le député Hochfeld, ancien membre du parti socialiste, qui déclare que l'argument du professeur Ehrlich réduit le Seim à une institution destinée « à établir en formules légales les décisions qui ont été prises dans son dos, une institution destinée à convaincre les non convaincus ». Il exprime par contre sa « conviction profonde » que ce qui importe ce n'est pas de substituer une direction collective à une direction in-

dividuelle, mais de remplacer une direction automatique (qui peut fort bien avoir la forme d'une direction collective) par une « direction élue, contrôlée, responsable et susceptible d'être démise ».

Bien que le député Hochfeld n'ait pas directement mis en cause la question du parti unique, il attaque en fait le régime bureaucratique, le monolithisme, les méthodes de commandement. Il ouvre la porte à la question de la démocratie ouvrière.

Celle-ci a été également posée au sujet de la loi électorale. Des articles de journaux ont critiqué les listes uniques telles qu'elles existaient jusqu'à présent, déclarant que les électeurs n'avaient aucun choix, qu'ils pouvaient seulement voter pour les listes qui leur étaient présentées. Là aussi, on ne posa pas la question d'autres listes, d'autres partis. Il fut proposé que les listes soumises aux électeurs contiennent un nombre de candidats double de celui des députés à élire, pour permettre aux électeurs de choisir parmi les candidats ceux qu'ils préféreraient.

Dans les deux cas, on ne se trouve pas en présence de programmes différents et opposés clairement formulés. La lutte se poursuit encore dans le cadre d'un seul et même parti, pour des méthodes différentes, pour des rapports différents avec les masses.

## PAS DE « NEGOCIATIONS SECRETES »

Nous avons eu l'occasion de dire que Gomulka, probablement malgré lui, représentait pour beaucoup de militants communistes polonais le leader d'une autre tendance. Il a été réintégré dans le parti, mais pas dans la direction.

Le Congrès des jeunesses polonaises qui s'est tenu récemment a voté une résolution demandant que soient portées à la connaissance des militants les « négociations secrètes » qui ont eu lieu entre la direction et

Gomulka et ont demandé le retour de Gomulka à la direction.

Ce vote est manifestement un vote de défiance envers la direction. Ce qui est particulièrement significatif, c'est cette revendication: savoir ce qui a été négocié dans le dos du parti. Les jeunesses mettent en cause le système des tournants et changements bureaucratiques, le système des arrangements dans les sommets, tandis que la base n'a que le droit d'approuver la ligne-toujours-juste.

## GESTION OUVRIÈRE

Une autre question qui agite les masses ouvrières en Pologne, c'est celle de leurs droits dans l'entreprise. Car jusqu'alors elles n'avaient que des devoirs, le devoir de produire encore et de produire davantage, à des salaires fort insuffisants. La grève générale de Poznan a mis la question des droits des travailleurs à l'ordre du jour.

Le rôle des syndicats a été discuté. Il a été rappelé que les syndicats n'étaient pas en premier lieu les instruments de l'Etat pour imposer aux ouvriers un surcroît de travail, mais des instruments autonomes des travailleurs pour la défense de leurs conditions de vie et de travail, même quand besoin est en opposition à l'Etat ouvrier. Cette découverte n'est que le rappel de la position de Lenine voici bientôt 35 ans, position qui fut bafouée par Staline et la bureaucratie en URSS.

En outre, la question a été soulevée du contrôle et de la gestion ouvrière. C'est l'expérience yougoslave qui a été soulevée et discutée en cette matière. Une expérience de gestion ouvrière doit être tentée dans quelques grandes usines par des conseils ouvriers.

Le Président des Syndicats polonais, W. Klosiewicz a expliqué les objectifs poursuivis: « accroissement des stimulants économiques, autonomie des entreprises, réalisation de la démocratie ouvrière ». L'expérience ne sera pas suivie seulement en Pologne mais par tous les militants ouvriers. Il est à souligner que les dirigeants polonais sont contraints par les circonstances mêmes à associer les deux termes de stimulation économique de la production et démocratie ouvrière. Il y a bien longtemps que l'opposition de gauche en U.R.S.S. avait indiqué que la démocratie ouvrière était un élément décisif en ce qui concerne la productivité du travail (Plate-forme de l'Opposition de gauche, 1927).

Il est probable qu'une des questions qui troublent les rapports dans la direction soviétique et les rapports entre elle et la direction yougoslave, c'est la tendance des Polonais à s'engager dans une voie similaire à celle des Yougoslaves... et même à aller bien plus loin que ceux-ci. Ce qui se passe en Pologne a, on ne doit pas en douter, des résonances très grandes en Union soviétique.

## LE PROCES DES POZAN

Enfin, qui n'a pas vu quelle situation nouvelle s'est manifestée dans le déroulement des procès de Poznan?

Il apparaît tout d'abord que les autorités polonaises ont, dans la préparation de ces procès, écarté tout ce qui pouvait avoir l'air de près ou de loin à des poursuites contre les grévistes. Elles ont reconnu la légitimité des revendications ouvrières et la légitimité de la grève et de la manifestation ouvrière. Elles ont d'agents des impérialistes. Elles ont voulu limiter l'affaire à des poursuites contre des actes de brutalité,

de pillage, etc..., qui peuvent fort bien accompagner de grands mouvements populaires, sans altérer le caractère de ceux-ci.

Mais ces limites n'ont pu être maintenues. Ce ne sont pas des procès préfabriqués du type stalinien. Les accusés n'avouent pas ce que l'accusation recherche, les avocats se conduisent en avocats. Le régime policier a été mis en accusation, d'une manière qui éclaire non seulement ce qu'étaient les sentiments populaires, mais aussi les nouveaux rapports de force en-

tre les masses et l'appareil bureaucratique. Car ceux qui sont au banc des accusés ne sont pas des leaders, des porte-paroles qualifiés des masses, mais de simples gens qui savent qu'ils peuvent maintenant parler.

L'accusation avait pensé réussir à faire des procès non politiques, en poursuivant des gens ayant un passé de droit commun. Mais elle avait oublié que le régime bureaucratique avait forcé des gens à des actes qu'ils n'auraient jamais commis dans des conditions normales.

Ainsi l'accusé Souwart avait été condamné autrefois à 3 ans et demi de prison pour vol. Mais il s'explique, et c'est le régime stalinien qui devient l'accusé. Le père de Souwart, membre du Parti Communiste polonais avant la guerre, avait fait alors plusieurs années de prison. Après la guerre, membre du parti, il devint fonctionnaire de la police secrète. En 1951 on l'arrêta sous la fausse inculpation d'avoir été un indicateur de la police de Pilsudsky. Et voici ce qu'ajoute l'inculpé âgé de 22 ans:

« Imaginez la situation dans laquelle nous nous sommes trouvés après l'arrestation de mon père! Ma sœur aînée fut exclue du parti; mon frère, également fonctionnaire de la police secrète, fut limogé. Moi-même, malade, j'ai dû quitter l'hôpital de la police secrète, où j'étais soigné. En rentrant à la maison j'ai trouvé ma mère dans un état voisin de la folie. Il n'y avait personne pour nourrir ma sœur cadette. Les voisins savaient bien que mon père était un vieux communiste et fonctionnaire de la police secrète. Ils nous haïssaient. Ils se moquaient de nous et montraient du doigt ma mère qui allait chaque jour à l'institution catholique Caritas pour nous rapporter un peu de soupe. Nous sommes longtemps restés sans nouvelles de mon père.

« Nous écrivions des lettres aux camarades Bierut et Cyrankiewicz. Nous n'avons jamais reçu qu'une seule réponse: le procureur examinait le cas. Comme j'ai

## LA RÉVOLUTION

Et qu'y avait-il dans les propos censurés de l'avocat polonais Kujanek? Dans la plaidoirie qui circulait on pouvait lire:

« L'histoire a connu de nombreuses émeutes auxquelles elle a donné des noms différents. La période de 1830 a eu aussi à son origine une émeute populaire. Quel nom l'histoire donnera-t-elle aux événements de Poznan? Il est encore trop tôt pour le dire. »

1830, le rappel du tableau de Delacroix! L'avocat laisse entendre ce que, lui, pense de la place de l'émeute de Poznan dans l'histoire. C'est un épisode de la « deuxième révolution » qui s'est mise en marche à présent en Pologne et — à des degrés divers pour le moment — dans tous les Etats ouvriers de l'Europe orientale.

Le rappel de la révolution de 1830 est à plusieurs égards symbolique. Lorsque Trotsky parvint à la conclusion que la dégénérescence de l'Etat soviétique avait atteint un degré tel qu'il ne pouvait plus être question de réformer le régime politique, qu'il fallait une nouvelle révolution, il expliqua qu'il ne s'agissait pas d'une révolution sociale — car il ne s'agissait pas de modifier les formes de propriété qui étaient celles établies par la Révolution d'octobre — mais d'une révolution politique, destinée à renverser l'absolutisme bureaucratique et à restaurer la démocratie ouvrière. Pour mieux faire comprendre sa pensée, il se référa à l'exemple de la France, à la Révolution sociale de 1789 et aux Révolutions politiques de 1830 et février 1848.

Il est peu probable que l'avocat polonais ait connu ces textes de Trotsky. Il est beaucoup plus vraisem-

## RÉUNION F

LE VENDREDI 9 NOVEMBRE, à 20 h. 30

24, rue Saint-Victor —

Au 39<sup>e</sup> anniversaire de la

LA « DEUXIÈME RÉVOLUTION » EN POLOGNE

Retenez cette date. — Venez

# N MARCHÉ

souffert! Je connaissais bien mon père, qui m'a élevé dans l'esprit socialiste, en fidélité au Front populaire. Je savais qu'il était un communiste sincère et que les accusations portées contre lui étaient fausses. D'ailleurs ses anciens camarades du parti d'avant guerre venaient chez nous et déclaraient qu'ils étaient sûrs de la fausseté des charges. Mais tous les autres étaient contre nous. Avions-nous mérité un tel traitement, nous qui avions tant souffert pour la cause communiste?»

Et il conclut:

« C'est la misère qui m'a forcé à commettre le vol ».

Dans ces procès qui ne devaient qu'être ceux de quelques éléments troubles, on apprend que ce sont des soldats qui ont remis leur char d'assaut à la population révoltée, que c'est une voiture de la radiodiffusion polonaise qui appelait les masses à la révolte. C'est le procès du régime stalinien qui se déroule en fait, tandis qu'au dehors de la salle du tribunal, la population de Poznan suit attentivement le déroulement des audiences.

La police secrète est dénoncée publiquement, et l'accusation elle-même n'ose pas en prendre la défense.

Le combat se poursuit à Poznan, en dehors la salle du tribunal. L'un des deux quotidiens de la ville, *Glos Wielkopolski*, publie l'une des plaidoiries dans laquelle la censure a taillé et précise le fait en ces termes:

« Nous publions le texte de la plaidoirie selon la version de l'agence P.A.P. (agence officielle). Cela signifie qu'il y a en ce moment assez de liberté en Pologne pour qu'un avocat puisse dire tout ce qu'il croit nécessaire dans l'intérêt de son client, mais qu'il n'y en a pas encore suffisamment pour que cette plaidoirie soit ensuite publiée sans censure préalable. »

## TION POLITIQUE

blable que la puissance des événements qui se déroulent actuellement en Pologne a porté sa pensée précisément vers cette analogie historique théoriquement formulée il y a plus de 20 ans par Trotsky.

La Pologne est sur la voie de sa « seconde révolution », de sa révolution politique. Elle s'y engage avec toute la richesse des traditions révolutionnaires de ce pays. Elle est aujourd'hui à l'avant-garde en Europe orientale. Mais l'histoire du Parti communiste polonais a été intimement liée à celle du Parti communiste soviétique d'autrefois. Les événements de Pologne auront un écho profond en Union soviétique. La révolution politique en marche en Pologne sera un stimulant de la révolution politique en Union soviétique.

Les événements de Poznan, les procès actuels ont touché nombre de militants communistes si longtemps trompés par le stalinisme.

Ils y sont très sensibles, car ils savent que cela concerne la construction même de la société socialiste d'une façon profonde. Dans cette situation, les « comptes rendus » du procès par « l'Humanité » sont les plus abjects qui soient. La direction du P. C. F. est résolue à rester jusqu'au bout fidèle à la bureaucratie dirigeante, à ceux que la classe ouvrière polonaise appelle « le groupe de Nadolin », du nom du quartier de Varsovie où se trouvent les villas de ces dirigeants. Elle a eu son succès au Havre, mais comme le « groupe de Nadolin », elle aura bientôt à rendre des comptes à la classe ouvrière, pour tous les assassinats de communistes où elle a hurlé à la mort et pour ses calomnies infâmes contre les travailleurs de Poznan.

P. F.

## PUBLIQUE

h. 30, Maison de la Mutualité, Salle M,  
tor — Métro: Maubert

de la Révolution d'Octobre

OGNÉ et dans les DEMOCRATIES POPULAIRES

enez tous! Amenez vos amis!

# DEUX CONGRES

T OUS examinerons, d'un point de vue critique ultérieurement, l'orientation définie au VIII<sup>e</sup> Congrès du P.C. Chinois. Dans le cadre de cet article nous voudrions le comparer au XIV<sup>e</sup> Congrès du P.C. Français dans le domaine des problèmes de la démocratie extérieure.

P. C. Français

« L'esprit opportuniste et liquidateur s'est manifesté encore chez ceux, très rares, qui ont demandé, au fond, le vote proportionnel pour l'élection des directions et l'organisation des fractions à l'intérieur du Parti ». Maurice Thorez, rapport page 62 des Cahiers, numéro spécial.

« L'effort doit être continué pour mettre quelques éléments opportunistes (N.D.L.R.: On sait avec quel brio les dirigeants du P.C.F. emploient cette formule: un peu comme ce personnage qui a dérobé une bourse et qui, piquant un cent mètres crie au voleur!) ainsi que les conciliateurs qui les aident, hors d'état de tirer l'action politique du Parti en arrière ».

P. C. Chinois

« Les membres du Parti de la minorité ont le droit d'avoir un avis divergent, même après que la décision aura été prise à la majorité. Ils doivent seulement appliquer correctement les décisions prises. Cela ne peut qu'améliorer le travail du Parti, car si la vérité apparaît finalement du côté de la majorité, les militants honnêtes la reconnaîtront et si, au contraire, la vérité est du côté de la minorité, la protection de ses droits, permettra au Parti de découvrir plus vite ce qui est juste ». (Projet de modifications des statuts soumis au VIII<sup>e</sup> Congrès du P. C. Chinois).

Que ressort-il de cette comparaison? Que les dirigeants chinois paraissent reconnaître — souhaitons que leurs actes soient conformes à leurs paroles —, la possibilité d'une opposition organisée dans le P. C., la possibilité de luttes de tendances que Thorez, Duclos, Servin, Vermeersch et quelques autres déclarent incompatibles avec les principes du centralisme démocratique. Ces dirigeants savent qu'ils mentent. Ce droit existait dans le Parti bolchevique. Il ne fut supprimé qu'en 1921 en raison de conditions exceptionnelles dans lesquelles l'U.R.S.S. se trouvait à cette époque. Dans l'esprit de Lénine il ne s'agissait que d'une mesure transitoire. Mais la bureaucratie et son principal dirigeant Staline parvinrent progressivement à étouffer la démocratie en U.R.S.S. et dans les sections de la III<sup>e</sup> Internationale. La pratique du centralisme bureaucratique

que se substitue au centralisme démocratique. C'est conformément à ces méthodes néfastes que fut préparé le XIV<sup>e</sup> Congrès du P.C.F. Les divergences exprimées dans certaines sections, fédérations, cellules ne furent pas portées à la connaissance des militants. Les membres du C.C. ignoraient ce qui se discutait à la base où on ne faisait rien pour qu'ils en aient une vision d'ensemble. Par contre les cellules ne pouvaient savoir ce qui se passait au C.C. ou dans les autres assemblées (Conférences de sections et Conférences que furent élus les membres du C.C., mais en fédérales). Ce n'est pas sur une base politique raison de leur suivisme. Thorez, pour effrayer l'opposition a agité l'épouvantail du social-démocratie en matière d'organisation. Le centralisme démocratique n'est ni le monolithisme, ni le social-démocratie qui permet de ne pas tenir compte des décisions du Congrès et du Comité central. Les décisions sont prises à la majorité et la (ou les) minorité doit s'incliner, mais il est nécessaire qu'elle ait des droits, c'est-à-dire qu'elle soit représentée proportionnellement dans les différents organismes du Parti, y compris au C.C. qui doit être élu à bulletins secrets. Et cela comme le reconnaît le VIII<sup>e</sup> Congrès du P.C. Chinois, loin d'affaiblir le Parti le renforcerait, parce que ainsi on pourrait ainsi « découvrir plus vite ce qui est juste » (voir plus haut).

L'audience du P.C.F. serait beaucoup plus grande si ces principes étaient appliqués. Les rapports avec les travailleurs dans l'action (grèves, organisations de masses) seraient considérablement améliorés.

Mais si le P.C.C. a modifié ses statuts, le P.C.F. a conservé ceux qui furent adoptés au X<sup>e</sup> Congrès, il y a dix ans. Que l'on relise l'article 32 de ces statuts. Il n'est pas question non seulement de droits de la minorité, mais de minorité tout court. Les dirigeants du P.C.F., inquiétés par le rapport attribué (comme dit pudiquement Fajon) à Kroutchev, se sont servis de la résolution du Comité Central du P.C.U.S. du 30 juin pour s'opposer à la démocratisation du régime intérieur. Cependant, l'opposition même à l'intérieur de l'organisation, les événements, particulièrement ceux qui surviennent à l'Est minent l'autoritarisme des bureaucrates de la direction. Thorez, dans un discours aux professeurs de l'École Centrale des militants a dû employer les termes de minorité et de majorité comme ils apparaissent dans les interventions des congressistes de Pékin. Bat-il en retraite? Si il le fait ce n'est que contraint et forcé.

MERLIN.

## En Hongrie comme en Pologne...

Le régime stalinien avait frappé d'abord les militants qui luttèrent pour la défense des intérêts ouvriers contre la bureaucratie, puis des membres même de la bureaucratie. Avec l'affaire yougoslave se déclencha notamment une vague de terreur dans les « démocraties populaires » contre les dirigeants indigènes soupçonnés de vouloir résister à l'emprise soviétique sur leur propre pays.

Le premier grand procès de l'époque fut organisé en Hongrie contre Rajk et quelques-uns de ses amis, qui furent pendus en 1949 comme traîtres, titistes, espions impérialistes, etc... Rakosi, un très vieux stalinien, non seulement ne pouvait refuser cela à Staline, mais c'était assez utile pour consolider son propre pouvoir en Hongrie.

On n'a pu se borner à réhabiliter Rajk du bout des lèvres. Sa veuve, les écrivains communistes ne l'ont pas entendu ainsi. Et maintenant, le gouvernement vient de décider d'accorder des funérailles nationales à ceux qui avaient été pendus comme traîtres et qui sont aujourd'hui qualifiés de « héros de la classe ouvrière ». Des centaines de milliers de travailleurs ont participé à ces obsèques nationales qui étaient pour eux une manifestation contre le régime bureaucratique.

Les écrivains qui se trouvent pour le moment les porte-parole des revendications des masses viennent d'adopter à la majorité dans leur congrès un pro-

gramme qui, en certains points, est vague mais qui est tout de même la première expression en Hongrie d'une politique opposée à celle du gouvernement:

— Réhabilitation de l'ancien président du conseil Imre Nagy, limogé en avril 1955 et exclu du parti pour son prétendu « déviationnisme de droite »;

— Réhabilitation des écrivains Tibor Derz Tibor Tardos, Laszlo Benjamin et Lajos Konya, frappés de sanctions ou exclus du parti pour leur attitude « anti-rakosiste », et qui ne figurent pas sur la liste des réhabilités publiée par le journal « Szabad Nep », à la veille de la réunion du congrès;

— Inculpation de tous les responsables des meurtres, erreurs judiciaires et autres illégalités commises entre 1949 et 1952;

— Mise à l'écart de tous les dirigeants qui ne considèrent la libéralisation actuelle que « comme une tactique provisoire » et qui « se montrent incapables de se débarrasser des méthodes staliniennes »;

— Transformation du Front populaire en un véritable rassemblement démocratique dans le cadre duquel les citoyens pourront exprimer en toute liberté leurs idées et leurs critiques;

— Révision de la politique du gouvernement envers les coopératives de production agricole dont la direction devrait être remise, selon les écrivains, aux paysans eux-mêmes.

# Lacoste défend ses tortionnaires

Qui peut encore ajouter foi aux déclarations et démentis de Robert Lacoste? Ses allocutions ronflantes, son optimisme de commande ne trompe personne. Le quotidien « Oran Républicain » se posait récemment la question de savoir qui Lacoste prétendait tromper au juste, en constatant :

Il est assurément très peu d'Algériens pour parta-

## VERS L'EMANCIPATION DES PEUPLES NOIRS

« Laissez entrer les peuples noirs sur la grande scène de l'histoire! »

Aimé CÉSAIRE.

**L**E premier Congrès des écrivains et artistes noirs vient de tenir ses assises. Des représentants de tous les peuples de culture nègre sont venus apporter leur contribution à l'œuvre dont quelques pionniers — parmi lesquels les éditeurs de « Présence Africaine » — ont jeté les bases. L'étendue et la profondeur de toutes les interventions a visiblement surpris la presse qui a dû accorder à cette manifestation une place dans ses colonnes. Mais, soulignant la portée culturelle du Congrès, elle a presque totalement omis d'en indiquer l'importance politique.

L'effort d'élaboration d'une littérature et d'une pensée basées sur les traditions proprement africaines a permis la révélation de remarquables talents. Césaire, Depestre, Jacques Rabemananjara parmi tant d'autres poètes, Stephen Alexis parmi tant d'autres romanciers sont au premier rang des écrivains de notre époque. Mais leur œuvre a une signification générale, qui ne peut s'exprimer sur le seul plan littéraire: elle est le cri de guerre anti-impérialiste des peuples noirs, relégués jusqu'à maintenant au ban de toutes les nations.

Demander le libre développement d'une culture nègre qui, tout en englobant les découvertes de la pensée moderne, ne tire ses caractères propres que des traditions populaires africaines, c'est remettre en question toute la domination politique et économique de l'impérialisme. Celui-ci a cherché à renforcer son implantation parmi les pays noirs en étouffant leur personnalité: pas d'éducation scientifique, si ce n'est après référence aux maîtres à penser de la métropole. Secouer un pareil joug n'est possible qu'à condition de liquider le colonialisme!

La portée révolutionnaire du Congrès est renforcée encore par le fait que tous les représentants des pays participants, interprètes de situations variées, avaient un seul ennemi, aux masques divers: l'impérialisme occidental qui, américain, britannique ou français, opprime avec la même férocité la minorité noire des Etats-Unis, les peuples noirs et mulâtres des Antilles, les populations africaines. Aussi peut-on dire, sans aucune hésitation, que le Congrès des écrivains et artistes noirs a marqué, dans un domaine particulier, une étape du développement général de la révolution coloniale.

La meilleure preuve en est la progression parallèle du mouvement d'émancipation des peuples noirs. Ainsi, en Afrique Noire « française », les provocations incessantes de l'administration n'ont abouti qu'au renforcement du mouvement national qui, sur le plan politique comme sur le plan syndical, tend à l'unification. La majorité de ses membres rejette l'hypocrisie « loi-cadre », qui ne vise qu'à perpétuer la domination colonialiste et le morcellement des territoires africains. Pour eux, le problème de demain est l'élimination de l'impérialisme.

A l'avant-garde, la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France joue un rôle important. Elle a besoin de l'aide du mouvement ouvrier français. Que font à cet égard les directions socialistes et communistes, cette dernière tout particulièrement? Rien de plus qu'accorder un soutien propagandiste, chichement mesuré, alors qu'il faudrait une aide théorique, politique et pratique de tous les instants! Serait-ce parce que les revendications des peuples africains entrent mal dans le cadre d'une Union Française, qu'on la veille fédérative, démocratique ou toute autre?

Les marxistes révolutionnaires se doivent de soutenir la lutte des peuples noirs pour leur émancipation; elle constitue une étape décisive de la révolution mondiale de demain. J. ROBLIN.

ger la satisfaction de M. Lacoste, car c'est en vain qu'on essaie de trouver à la lumière des faits les raisons justifiant un tel optimisme.

Les communiqués militaires ont la valeur consacrée des communiqués de guerre de tout temps faits pour berner la population et gonfler le moral des troupes. Communiqué officiel: mensonge « officiel ».

C'est-à-dire que Robert Lacoste doit être le seul à croire ce qu'il dit (si il y croit).

On conçoit que dans ces conditions ses démentis catégoriques autant que tardifs qui repoussent les accusations portées contre les policiers-tortionnaires d'Oran aient une valeur très relative. Ces accusations sont précises, elles ont été reproduites assez largement dans la presse et « France-Observateur », notamment, a exposé en détail les faits. Les militants du P.C.A. arrêtés en grand nombre dans l'Oranais et d'autres personnes qui n'en faisaient pas partie ont été atrocement torturés dans les locaux de la D.S.T. algérienne. Les tortures raffinées sont calculées pour ne pas laisser de traces apparentes et éviter les ennuis de constatations médicales.

Deux militantes, Blanche Moine et Gabrielle Gimenez — cette dernière déjà torturée sous Vichy — ont subi des sévices particulièrement cruels pendant plusieurs jours. Le traitement en vigueur est le supplice de l'eau qui consiste à gonfler la victime et le supplice à l'électricité qui entraîne des souffrances horribles. Les tortionnaires possèdent un équipement approprié qui dénote bien la préméditation et une méthode de travail courante.

A ces faits Robert Lacoste oppose un démenti qu'il veut catégorique mais qui est peu clair et qui utilise des arguments spécieux. Les responsables des services de police ont déclaré sous serment, qu'ils n'ont jamais fait subir des sévices. Le chef de la sécurité militaire affirme que « les interrogatoires furent toujours menés avec une parfaite correction ».

C'est, évidemment, un témoignage de poids, mais qui ne convaincra pas tout le monde. La ficelle est un peu grosse. Traduits devant les tribunaux par leurs victimes, les policiers ont de tout temps nié catégoriquement d'avoir touché un seul cheveu de leur client. Les tortionnaires de la Gestapo ont rarement admis leurs crimes.

On nous permettra également de rester sceptiques quant aux enquêtes réalisées par des hauts fonctionnaires dans le climat algérien. Mais puisque Robert Lacoste veut bien admettre des commissions d'enquête parlementaires — nous verrons si elles partent et quelle sera leur composition — si sa conscience est tellement en paix, qu'il laisse donc ces parlementaires visiter librement ses prisons et ses camps de concentration. Il s'en trouvera peut-être qui feront passer la vérité avant la solidarité de classe ou de parti. On ne sait jamais.

Nous ne pensons pas, quant à nous, que les organisations ouvrières peuvent s'en remettre à la bonne volonté de Robert Lacoste et aux dispositions de commissions d'enquêtes parlementaires en service commandé.

Sous un gouvernement à direction socialiste, sous un ministre-résident socialiste on torture en Algérie, il existe de véritables camps de concentration (on ne sache pas que le fameux comité concentrationnaire s'en soit inquiété à ce jour) on massacre la population en vertu de la responsabilité collective. Des comités d'enquête parlementaires ne feront pas cesser un tel crime, qui rejaillit sur la classe ouvrière française tout entière.

Des commissions d'enquête formées par les organisations ouvrières y verraient à coup sûr beaucoup plus clair. Si Mollet-Lacoste ne veulent pas laisser enquêter librement sur place une telle commission, les organisations ouvrières qui ont des yeux et des oreilles partout — ne serait-ce que les milliers de rappelés et les jeunes du contingent — auraient vite fait de rassembler des éléments d'investigation qui s'appuyeraient sur une masse de témoignages irréfutables. Ça serait déjà plus efficace que les listes de pétition.

Cela donnerait à coup sûr davantage de chances au développement d'une mobilisation de masse contre la sale guerre. Le tout est de savoir si les directions ouvrières désirent réellement une telle mobilisation, étant donné qu'elles n'ont rien fait de sérieux jusqu'ici pour y parvenir.

Il est bon de dénoncer les crimes impérialistes, de stigmatiser les tortionnaires, mais il serait meilleur de mettre en branle la grande force prolétarienne et d'organiser l'action en vue d'y mettre fin à bref délai.

# PARTICULARISATION

## et lutte d'ensemble

**I**L ne peut pas se dérouler une action quelconque dans la classe ouvrière sans que la presse ouvrière, C. G. T. et l'« Humanité » particulièrement, en prenne exemple pour illustrer la justesse de la « ligne de la particularisation » et son corollaire, la tactique du « harcèlement » par grèves tournantes, perlées, etc., ou toute autre forme: pétitions, délégations, appels communs à déterminer avec les travailleurs.

Il ne s'agit pas ici de clamer « grève générale! » chaque fois qu'un atelier se met en grève pour une paire de bleus ou 10 minutes d'arrêt pour le casse-croûte. Il ne s'agit pas non plus de faire chorus avec tel dirigeant C.G.T. déclarant péremptoirement que les ouvriers « en sont revenus du Tous ensemble ».

Notre propos c'est de permettre aux ouvriers révolutionnaires, aux militants syndicaux, de situer le cadre dans lequel s'inscrivent ces mouvements, d'évaluer le degré de combattivité de la classe ouvrière, son niveau de conscience, de dégager les perspectives d'une action partielle, d'établir le lien avec les ouvriers de l'atelier voisin ou de l'usine proche pour avoir leur appui. En définitive, de faire en sorte que le sens du mouvement aille en s'élargissant, de briser l'isolement en recherchant un programme, des objectifs communs et par conséquent unitaires, de déterminer et rechercher par-dessus ce qui est particulier, ce qui est général, donc commun.

Tendre vers le tous ensemble et la généralisation et non le contraire, c'est-à-dire la fragmentation, la division, la particularisation par catégorie ou atelier, l'isolement.

Il est par ailleurs curieux de remarquer que ce point de vue exprimé ici, ne se retrouve nulle part, dans le reste de la presse ouvrière. Les journaux F.O. et C.F.T.C. sont muets sur cette tactique C.G.T. Leurs militants sans politique ne peuvent que ricaner, ou jouer les mouches du coche autour des efforts des militants C.G.T.

## CHEZ CHAUSSON

Depuis le retour des vacances, les luttes revendicatives ont commencé chez Chausson.

Tout le mois de septembre est un long communiqué de mouvements restreints et dispersés. Mais pourquoi, un mois après, ceux-ci marquent-ils le pas et en sont-ils toujours au même point?

Est-ce que la combattivité des travailleurs est limitée?

Non, mais encore une fois il faut faire le procès des directions syndicales.

Passons rapidement sur l'attitude des syndicats F.O. et C.F.T.C. qui, fidèles à leurs centrales, mettent en œuvre une mauvaise grâce à admettre l'opportunité d'une augmentation des salaires et sont plus farouchement opposés à un mouvement en ce sens. La C.F.T.C. consent à être pour la réduction des horaires et F.O. pour un illusoire « blocage des prix ».

La C.G.T. qui devrait être la seule à pouvoir exploiter la situation, donne le spectacle d'un gâchis lamentable.

Les militants C.G.T. sont à l'origine des débrayages et de l'agitation qui a gagné l'entreprise, ce sont eux les seuls animateurs du mouvement. Mais la direction de la C.G.T. est responsable du fait que la lutte marque le pas — et risque de regresser. Les militants sont mobilisés sur deux points essentiels:

1° Faire déterminer les revendications par les travailleurs eux-mêmes (en l'occurrence le chiffre de l'augmentation de salaire désirée).

2° Convaincre les travailleurs que la lutte d'ensemble est néfaste, que la solution c'est la dispersion des mouvements.

A quoi cela correspond-il?

1° En ce qui concerne la revendication commune, on ne veut pas guider les travailleurs, on fait preuve d'une bien étrange « démocratie ». On serait même opposé à ce qu'il y ait une revendication commune, mais le fait est trop évident.

2° Sur la tactique des luttes, là, nos démocrates changent de gants. On ne demande plus aux travailleurs leur avis. On persuade que « la classe ouvrière a compris la nocivité de la lutte d'ensemble » et on prône les grèves tournantes et perlées.

(Suite en page 7.)

LES grèves, débrayages, mouvements survenus dans les quelques semaines qui viennent de s'écouler depuis le retour des vacances confirment la grande colère ouvrière, la combativité de larges secteurs.

Dans les mines, grèves à Bruay (7.000 travailleurs) dans une partie du bassin des Cévennes (3.400 mineurs touchés par le mouvement), grève aussi de 1.500 ouvriers des mines de potasse du Haut-Rhin, grève d'avertissement des mineurs lorrains. Les gars du bâtiment luttent pour leurs salaires, notamment à Angers, Besançon, La Rochelle. Les métallos s'illustrent par les grèves de Motobécane à Saint-Quentin (1.200 travailleurs), le S.N.C.A.N. à Châtillon-sous-Bagneux, Ducellier (1.600 ouvriers) à Issoire et Brosac-les-Mines, et par de très nombreux mouvements dans de moyennes entreprises de la région parisienne. Les « Monoprix » et « Prisuic » sont le lieu de débrayages et grèves de 24 heures.

Et parmi bien d'autres manifestations du mécontentement, citons les actions ouvrières agricoles de l'Hérault et du Gard, celles des travailleurs de l'Etat à Levallois, Issy, Sartory, Saclay, etc...

De ce court bilan, l'impression dominante qui ressort est le caractère diffus de ces mouvements.

De multiples sources jaillissent mais n'arrivent pas à se rassembler en fleuve.

Pourtant les revendications sont similaires. Dans la plupart des cas des demandes d'augmentation de salaires sont chiffrées et non en pourcentage. Elles sont voisines le plus souvent des 30 francs de l'heure ou des 6.000 francs par mois. A cela s'ajoutent les 40 heures payées 48.

D'ailleurs les patrons témoignent eux-mêmes des craintes que leur inspire la situation actuelle et accordent assez rapidement quelques miettes: 10, 11 francs qui leur permettent de disperser la montée revendicatrice.

Or, les causes de cette série de mouvements sont loin d'être passagères. En face d'une paupérisation accrue, le gouvernement Mollet ne peut offrir qu'une misère plus grande, corollaire de la guerre de reconquête coloniale et de la poussée inflationniste. Alors que les besoins s'élargissent sans cesse, les salaires

réels s'essouffent derrière les prix et le niveau de vie s'abaisse incontestablement pour la grande majorité des travailleurs.

Une action revendicatrice de très grande ampleur est donc nécessaire et possible.

Dans ces circonstances la Commission Administrative de la C.G.T. lance ce qu'elle nomme une campagne pour l'augmentation des salaires. Mais quelle perspective offre-t-elle aux travailleurs? La seule revendication nationale est l'augmentation du S.M.I.G. de 15 francs, ce qui le porterait à 141 fr. 50. Evidemment cela ne peut être un mot d'ordre central de lutte et les dirigeants cégétistes ne le présentent pas comme tel.

Pourtant, il est bien compréhensible qu'ils ne proposent aux militants syndicaux que la tactique des actions séparées; leur justification étant le niveau différent de combativité d'une entreprise à l'autre. Il leur reste à démontrer qu'en 36, par exemple, il n'en fut pas de même.

En fait, les travailleurs sont prêts à des actions infiniment plus larges, à des actions qui correspondent à leurs aspirations, mais les troupes peuvent difficilement partir à l'attaque lorsque l'état-major se montre timoré et attentiste et n'hésite pas à actionner le frein.

Tant que la direction confédérale de la C.G.T. ne proposera pas un PROGRAMME REVENDICATIF AUDA-CIEUX, tant que la question de l'UNITE D'ACTION ne sera pas posée correctement, il y a fort à craindre que les luttes ouvrières n'aboutissent qu'à de faibles résultats et que les débordements possibles s'effritent sur l'inertie des bureaucrates permanents. Ces choses-là, les dirigeants les plus responsables, tel Benoît Frachon, le savent parfaitement.

Et c'est consciemment qu'ils limitent les tendances à la généralisation. Ils expliquent d'ailleurs pourquoi. Ainsi Marcel Caille, secrétaire de la C.G.T., dans l'« Humanité » du 22 septembre, proteste de la bonne volonté de son organisation qui ne veut en aucune façon se servir des mouvements revendicatifs pour créer des difficultés au « socialiste » Mollet. Mais il convient d'être clair, une véritable campagne pour les

salaires se heurtera inévitablement à la politique réactionnaire de Mollet basée sur une nouvelle contraction du pouvoir d'achat. Lutter, ne serait-ce que pour le maintien de l'actuel niveau de vie, c'est entrer en conflit avec les objectifs capitalistes dont le gouvernement Mollet s'est fait l'ardent défenseur.

L'expérience gouvernementale en cours se trouverait fatalement compromise, ce que ne sauraient regretter les travailleurs. A fortiori, une lutte pour une amélioration du niveau de vie par rapport à 38 ne peut qu'amener la disparition de ce gouvernement. Ce ne sont pas les travailleurs mais les « socialistes » Lacoste-Mollet qui se sont placés en porte à faux. Ce n'est que l'action ouvrière qui peut dénouer l'enchevêtrement de la situation actuelle. Et ce n'est qu'à condition d'assigner clairement cette tâche à la classe ouvrière en formulant un programme adéquat que les secteurs décisifs de la classe entreront en lutte et que de très réels succès peuvent être obtenus. Le réalisme en la matière n'est pas de tenir compte de ce que les patrons sont prêts à donner, mais de ce que les ouvriers veulent arracher.

Les objections concernant l'unité nécessaire qui ne serait possible qu'à condition de ménager Lacoste-Mollet ne sont pas sérieuses. Elles témoignent de la persistance d'une conception stalinienne du front unique pour qui le rapprochement avec les socialistes doit passer par l'alignement sur une équipe de dirigeants qui s'est mise au service de la bourgeoisie et despires colonialistes.

L'inconsistance totale des directives cégétistes, la lamentable carence des responsables résulte de la théorie réformiste des « voies nouvelles (?) » vers le socialisme.

Ainsi les tâches des militants révolutionnaires sont, à l'heure actuelle, de chercher sans doute à sortir les syndicats de l'ornière où ils sont engagés mais aussi à porter le problème devant les militants du Parti Communiste.

Car, pression accrue des masses en lutte pour leurs conditions de vie, radicalisation des militants d'avant-garde, voilà les deux facteurs qui bientôt rendront vaines les roueries bureaucratiques. Lucien COLLONGES.

(Suite de la page 6.)

Encore une fois la combativité des travailleurs est sacrifiée à la théorie de la particularisation des revendications et des luttes.

Concrètement, dans l'usine, l'assujettissement de la direction de la C.G.T. à la politique du P.C. se traduit par un freinage de la lutte.

Les travailleurs aspirent à la lutte d'ensemble, au moins dans l'immédiat, dans toute l'usine, ensuite dans tout le pays. Ils ne se font pas d'illusion sur les possibilités des grèves tournantes.

Leurs réflexions prouvent qu'ils savent qu'aujourd'hui il s'agit d'une lutte de front de toute la classe ouvrière contre le capital et contre son gouvernement vomé par tous les travailleurs.

La preuve en est qu'en l'absence d'une perspective de luttes d'ensemble, malgré leur mécontentement, les autres travailleurs de l'usine hésitent à se lancer dans la grève tournante.

Le souci de la direction du P.C. et de la C.G.T. est tout autre, il est de protéger Guy Mollet et d'empêcher l'hostilité ouvrière d'atteindre le gouvernement.

Il y a là une contradiction que les militants communistes payent dans l'entreprise. Comment mobiliser tous les travailleurs (ce qu'ils essayent sincèrement de faire) en imposant comme seule tactique possible les mouvements dispersés dont les ouvriers ne veulent plus entendre parler?

Comment sortir de là?

Tous les cahiers de revendications déposés ont trois revendications communes:

- Augmentation générale des salaires.
- Réduction des heures de travail.
- Réduction des cadences.

Si on leur désignait clairement ces perspectives et si on les mobilisait ensemble, ils comprendraient que c'est la seule issue.

Que ceci déborde le cadre de chez Chausson c'est vrai, mais pour que la politique des directions change, il faut que les militants ouvriers se fassent l'écho auprès des organisations des aspirations des travailleurs. *Correspondant.*

## Particularisation et lutte d'ensemble

### A LA S.N.E.C.M.A.-BILLANCOURT

Il y a quelques semaines, l'agitation dans cette entreprise a lieu sur la vie chère. Des tracts des trois sections syndicales C.G.T., F.O. et C.F.T.C. sont distribués contre la hausse des prix, pour l'échelle mobile des salaires, contre l'utilisation scandaleuse et gouvernementale de l'indice des 213 articles.

Mais voilà un objectif général.

Or, les militants des 3 syndicats n'ont pas de politique ni revendications précises, tout au moins pas eux, mais leurs directions syndicales en dehors des vœux presque confidentiels pour le relèvement du C.M.I.G. de 3.000 francs, mais qu'il ne saurait être question d'évoquer à la SNECMA.

Il n'est pas du ressort des militants de cette usine d'élaborer une politique à l'échelon des bureaux confédéraux qui n'en ont pas ou en ont une mauvaise et encore moins de se transformer en dirigeants nationaux. Mais ces militants de base veulent faire quelque chose.

Il leur fallait donc trouver un objectif à leur portée.

Dans cette usine, les nouveaux embauchés sont payés moins que les anciens. Ainsi un ouvrier P1 entré après juin 1953 gagne 15 à 25 fr. de moins qu'un ouvrier de même catégorie entré avant cette date.

A part le patron, tout le monde trouve cette pratique scandaleuse.

La parité des salaires entre anciens et nouveaux embauchés allait devenir l'objectif.

Tract commun C.G.T.-F.O.-C.F.T.C.

Des débrayages limités ont lieu. Un rassemblement groupant 4 à 500 ouvriers se tient.

Pourtant, le climat est « mou ». Instinctivement, les ouvriers sentent que quelque chose cloche. Les débrayages entraînent le 1/3 des ouvriers ou la moitié dans le meilleur des cas et comme par hasard ils rendent mieux là où la proportion de nouveaux embauchés est la plus forte.

A la réunion où l'on devait déterminer les formes d'action, il y avait une cinquantaine d'ouvriers. Entre le coulage des bons, la grève perlée, ou illimitée c'est la tactique des grèves tournantes qui fut choisie, orientée par la majorité C.G.T. qui estime que « cela fait mal au patron qui ne s'y attend pas quand cela arrive » et puis « il y a les commandes qui... », etc...

F.O. et C.F.T.C. se sont mis d'accord sur la suppression des heures supplémentaires. La C.G.T. n'est pas « contre » mais estime qu'il faut aussi agir à tout moment pendant le travail normal. Une réunion inter-syndicale aura lieu pour faire le bilan des résultats de la semaine écoulée.

Où allons-nous?

L'unité est réalisée à l'échelon des 3 sections syndicales, les ouvriers approuvent la parité, revendication mise en avant, qui donne 15 fr. aux nouveaux embauchés.

Et pourtant... les ouvriers ont le sentiment que l'on est dans une impasse. Cette revendication demanderait à être incluse dans un programme intéressant tous les ouvriers de l'usine, de façon à y intéresser les ouvriers les plus anciens, à les lier plus étroitement à l'action engagée en revendiquant « quelque chose » pour eux. Sinon, leur solidarité, dans les conditions actuelles, restera formelle et le mouvement isolé risque de pourrir.

Il importe pour cela de déterminer un taux de salaire garanti, égal pour tous.

A travail égal, salaire égal.

C'est aux ouvriers qu'il appartient d'en déterminer le montant à un taux supérieur au taux actuel le plus favorable puisque aucune U.S.T.M. ou Fédération ne le fait. *Correspondant.*

« La Vérité des Travailleurs » paraît le 2<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> vendredi du mois.

Prochain numéro le 26 octobre.

# LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## Le soutien de Guy Mollet entrave L'ACTION DES TRAVAILLEURS

(Suite de la première page)

S.F.I.O. sont consentants et où la direction du P.C.F. croit devoir soutenir également ce gouvernement. C'est à ce moment que l'union sacrée se réalise dans les faits et que le mouvement ouvrier est paralysé.

Sans doute l'« Humanité » se livre à une certaine critique du gouvernement. Mais le P.C.F. a bien spécifié qu'il n'entendait pas mettre ce gouvernement en difficultés et Marcel Caille a exposé le même point de vue au nom de la C.G.T. La raison invoquée est, bien entendu, la nécessité de préserver le front unique. Sous-entendu il y a aussi l'argument du moindre mal: il ne s'agit pas de faire tomber Mollet pour avoir ensuite Laniel ou Pinay.

Une longue expérience nous a montré que les dirigeants socialistes n'acceptent le Front unique que lorsqu'ils y sont contraints par la poussée de grands mouvements. La diplomatie à l'égard d'un gouvernement qui pratique une politique réactionnaire n'a rien de commun avec le Front unique et ne peut pas favoriser celui-ci. C'est au contraire prêter main forte à la manœuvre de diversion de la réaction. C'est réaliser l'union sacrée avec la bourgeoisie.

Le Front unique peut naître seulement et se développer dans une lutte effective sur une grande échelle imposant l'arrêt de la guerre d'Algérie; dans la lutte pour la défense des revendications des travailleurs de toute condition; dans la lutte contre la réaction et les forces profascistes. Or, il est clair aujourd'hui que c'est une telle action de masse qui est seule susceptible d'éclaircir la situation.

Qu'en ressortira-t-il si un mouvement d'ensemble des travailleurs précipite la chute du gouvernement Mollet? Il est à supposer, d'abord, que la majorité des militants socialistes en ressentiront un certain soulagement.

Ce serait en tout cas le meilleur point de chute de ce gouvernement, la variante la plus favorable pour la classe ouvrière. La route ne serait certes pas dégagée pour un Laniel ou un Pinay dans l'hypothèse d'une semblable conjoncture. Bien au contraire. Juin 36 n'a pas ouvert la voie à Reynaud et Pétain que l'on sache et ce n'est pas août 1944 qui a frayé le chemin à Bidault, Pinay, Laniel. C'est l'enlisement dans la collaboration de classe qui a porté à chaque fois la réaction au pouvoir.

Et c'est pourquoi il faut mettre fin aujourd'hui à la collaboration de classe par le truchement du gouvernement Mollet-Lacoste.

L'offensive prolétarienne doit se développer en ne considérant que les impératifs de la classe ouvrière.

## Les fonctionnaires en conflit avec Guy Mollet

Les organisations syndicales de fonctionnaires et du secteur public viennent de se heurter au refus du gouvernement pour une revalorisation immédiate des traitements.

Le gouvernement avait avancé la date du 1<sup>er</sup> octobre comme échéance au dépôt de projet d'harmonisation des traitements de la Fonction publique et du secteur nationalisé. Non seulement le Gouvernement a négligé cette date, mais de plus, sans consulter les organisations syndicales, il leur a fait connaître brusquement sa décision:

La date d'application du projet d'harmonisation des traitements est reportée au 1<sup>er</sup> janvier 1958.

Dans l'immédiat, aucune amélioration de traitement ne pourra être accordée.

Pour 1957, seule la dernière tranche de reclassement figurera au budget augmentée de 19 milliards, ce qui signifie pour les petites et moyennes catégories quelques miettes à ajouter à la dernière augmentation de traitement de 900 francs perçue en juillet 1956.

Le projet prévoit seulement une augmentation de l'ordre de 15 milliards de francs à inscrire au budget de 1958. Seule la dernière tranche de reclassement prévue par le plan E. Faure pour le 1<sup>er</sup> juillet 1957 serait inscrite au budget l'année prochaine. Quelques miettes de plus à ajouter aux 900 francs accordés en juillet par la dernière augmentation de traitement pour les petites et moyennes catégories. Aussi la colère a-t-elle succédé au dépit pour un grand nombre de fonctionnaires qui espéraient beaucoup du projet gouvernemental.

Depuis longtemps déjà, les organisations de

fonctionnaires arrivent à fixer leur indice de base à peu près à des taux voisins. Cependant la C.G.T. a fait connaître sa position: elle estime que devant la montée des prix et le pouvoir d'achat fait aux petites et moyennes catégories, il y a lieu dans l'immédiat de réclamer une augmentation égale pour tous. Elle a fixé ce chiffre à 7.000 fr. par rapport à l'augmentation actuelle du S.M.I.G. Cette revendication égale pour tous traduit d'ailleurs, avec beaucoup de réserve encore, la pression des petites catégories qui ne veulent plus faire grève pour des augmentations hiérarchisées au grand profit des cadres supérieurs.

L'effervescence qui grandit de plus en plus chez les fonctionnaires accule les organisations syndicales sur la voie de l'unité d'action pour barrer la route au projet gouvernemental, aussi le résultat de la Commission Exécutive F. O., numériquement la plus forte chez les fonctionnaires, a apporté quelque espérance aux fonctionnaires qui comprennent l'importance que pourrait avoir un front unique des organisations syndicales.

Il y avait le danger que le gouvernement socialiste réussisse par sa pression au sein de « Force ouvrière » à faire accepter son projet par la C. E. de F. O.

Il n'en a rien été.

Les membres de la C. E. de F. O. ont immédiatement riposté et décidé d'aller porter leur projet de revendications à la Présidence du Conseil. On leur a même envoyé quelques cars de police pour les disperser. Ils s'en allèrent en criant: « Démission Métayer », le ministre socialiste de la Fonction Publique.

Irons-nous vers une grève de la Fonction Publi-

## PARTIE DE CHASSE ET INTERNATIONALE RÉVOLUTIONNAIRE

(Suite de la première page)

ti socialiste et le Labour Party dans la question de Suez; mais leur argumentation perd toute efficacité auprès de la plupart des militants socialistes qui voient « l'Humanité », dans les procès de Poznan, se montrer en-dessous de la censure et de la justice polonaises, et la direction du P.C.F. reprendre l'accusation d'agents impérialistes émise par Boulganine mais écartée par le gouvernement polonais et la justice polonaise. Sur le voyage de Tito et de Khrouchtchev en Crimée, « l'Humanité » reproduit les balivernes sur les parties de chasse et ne dit pas un mot des problèmes politiques qui auraient pu être discutés.

..

Les principales questions qui, en toute vraisemblance, ont été traitées en Crimée étaient le « rôle dirigeant » de l'U.R.S.S. tant dans ses rapports avec les Etats ouvriers de l'Europe orientale qu'avec les Partis communistes, c'est-à-dire le rôle dirigeant de la bureaucratie du Kremlin.

Dans les pays de « démocratie populaire », c'est la « deuxième révolution » qui est en marche. En Pologne, en Hongrie, en Allemagne orientale, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie..., les masses laborieuses se dressent pour liquider le régime policier et bureaucratique stalinien et pour établir la démocratie ouvrière. Au Kremlin on craint d'être débordé et de voir ces mouvements gagner l'Union soviétique. Les discussions ont porté sur la manière de conserver le contrôle sur les masses: faut-il resserrer les rouages ou faire encore quelques concessions?

Il n'apparaît pas que Tito ait vraiment abouti à un accord avec les dirigeants soviétiques, mais on ne pourra en être certain que plus tard.

Par contre, ils s'entendent pour traiter les questions en petit comité, entre directions, par des négociations bilatérales, en dehors de tout contrôle des masses.

Les masses des Etats ouvriers sont en lutte pour gérer l'Etat et l'économie, ce sont là les objectifs centraux de la « deuxième révolution ». Ces masses ont besoin d'un parti à eux. Ces masses ont besoin de l'aide des communistes du monde entier contre la bureaucratie et de ses serviteurs.

Il faut mettre un terme à l'activité de ces dirigeants qui font de la politique dans des parties de chasse, dans des banquets et des réceptions, qui vivent dans leurs villas détachés de la vie des masses.

C'est aux communistes du rang à discuter et à régler les problèmes politiques de la lutte révolutionnaire en faveur des masses par des Congrès représentatifs, démocratiques, où les opinions s'affrontent ouvertement. A ces relations entre directions qui ressemblent à des relations de diplomates d'Etats étrangers il faut substituer des relations de militants communistes. Et cela n'est possible que par la reconstruction d'une Internationale révolutionnaire démocratique, comme le fut la III<sup>e</sup> Internationale du temps de Lénine et Trotsky.

La IV<sup>e</sup> Internationale a maintenu vivante dans son programme et dans son organisation le principe de cette Internationale révolutionnaire démocratique. Les militants communistes qui, depuis qu'ils savent ce qu'a été le régime de Staline, cherchent la voie du véritable retour à Lénine, s'écarteront davantage encore de ces dirigeants corrompus par les mœurs bourgeoises et lutteront avec les trotskystes pour recréer l'Internationale communiste.

que, voire vers une grève illimitée comme proposent certains membres de la C.E. de F.O.? Des contacts seront pris ces jours-ci entre F.O. et le gouvernement. On sait que le Bureau confédéral de F.O. est hostile à toute unité d'action avec la C.G.T. Si les pourparlers échouaient, le gouvernement serait acculé à une impasse. Il est certain qu'une grève chez les fonctionnaires pourrait être l'amorce de mouvements dans le secteur privé.

### LE NUMERO DE SEPTEMBRE de « QUATRIEME INTERNATIONALE » AU SOMMAIRE:

Editorial:

La crise de Suez, nouvelle épreuve de force entre l'impérialisme et la révolution.

Notes éditoriales:

Les rapports entre partis communistes et socialistes.

Chypre et Suez.

La campagne présidentielle aux Etats-Unis.

La conférence de Panama.

E. Germain

La révolte de Poznan, nouvelle étape de la montée révolutionnaire dans le glacis soviétique.

M. Pablo

Depuis le rapport Khrouchtchev sur Staline...

Livio Maitan

Débats sur la « déstalinisation » dans le mouvement ouvrier italien.

Jean-Paul Martin

Les effets de la « déstalinisation » en Chine.

Au 16<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky. Autobiographie. Petrograd 1919.